

bas les pattes devant nos acquis!

A plusieurs reprises nous avons affirmé notre force dans la rue. Jamais notre mouvement n'avait été aussi puissant, aussi organisé. Dans chaque boîte, quelque chose a changé : tôliers de Montreuil, mécaniciens-autos de Lyon, menuisiers de Grenoble, nous nous sommes révoltés contre notre situation d'OS de l'enseignement. Rien ne peut plus être comme avant.

Pompilou peut annoncer des mesures répressives. Messmer y fait écho. Fontanet peut aujourd'hui déclarer : « il ne faut admettre ni piquet de grève, ni occupation... là où des perturbations graves se produiraient, il appartient aux recteurs de prononcer la fermeture des établissements concernés qui ne pourraient être ouverts qu'après réinscription. » Nous ne nous laisserons pas faire. Les ouvriers de chez Renault nous ont montré la voie : en restant fermes sur leurs revendications. Monsieur Fontanet, nous sommes prêts à nous battre.

Pendant la grève, nous avons pu fumer dans la cour et dans les couloirs, nous mettre sur le dos les fringues que nous voulions et même laisser pousser nos cheveux. On ne nous disait plus rien, plus d'engueulade chez le chef de travaux, plus de menace de nous tondre. Le pouvoir dans le bahut avait changé de main. Et c'était net : on a beaucoup moins entendu les as du sifflet nous aligner par deux, les colles du mercredi ou du samedi ont disparu et des copains ont même planqué les cahiers d'absence pendant la grève. Cette nouvelle façon de vivre dans nos boîtes, nous y tenons. On nous a trop fait marcher au pas.

Nous avons pris conscience de notre force et constaté qu'en face d'elle l'administration que nous avions cru toute puissante quand elle réprimait un copain isolé dans le bureau d'un « surgé » ou du directeur, longait les murs.

Nous savons que cette force c'était notre unité, notre détermination, notre organisation.

Que peut faire un directeur contre un CET s'exprimant en assemblée générale ? Ce rapport de

forces nous comptons bien le garder : nous avons pris l'habitude de nous réunir pour décider d'agir ensemble, nous allons continuer.

Nous avons souvent conquis une salle de classe pour la transformer en foyer dans lequel nous pouvions faire tout ce que nous voulions, organiser des débats même avec des personnes étrangères au CET, afficher ce que nous voulions : chacun pouvait s'y exprimer, nous pouvions y tenir toutes sortes de réunions. Et nos foyers-bidons dans lesquels vous ne nous proposez que de collectionner les papillons faut les mettre au musée. Ces foyers sont à nous, nous les gardons.

Mais surtout par la grève, nous avons rompu votre machine à nous broyer : nous n'avons plus été pris 40 h et parfois plus pour trimer sans réfléchir. La grève dans les faits cela a été la réduction de nos horaires et cela nous sommes décidés à le réclamer.

Alors nous vous prévenons, vous allez essayer de réprimer, nous serons là. Nous avons compris que tout ce que nous avons acquis nous le devons au rapport de forces favorable construit entre nous et l'administration pantin du pouvoir. Ce rapport de forces nous savons comment le garder. En nous réunissant en AG à chaque fois que vous toucherez à nos victoires, ou à l'un d'entre nous.

En décidant ensemble de nos actions.

Si vous voulez frapper plus fort, sachez aussi que nous sommes prêts, nous avons appris à nous unir pour lutter victorieusement avec les CET voisins, avec toute la jeunesse scolarisée.

Alors, bas les battes devant nos acquis : on est prêt à lutter vigoureusement.

— On ne nous fera plus marcher au pas et au sifflet

— On se réunira, on s'organisera comme bon nous semble

— On s'exprimera librement.

Et ces acquis demain nous les reprendrons en compte dans nos boîtes.

rien ne



si vous reprimez, on cogne

Messmer nous l'avait dit, Fontanet aussi : l'ordre doit régner à la rentrée : nos acquis sont menacés. Nous sommes menacés : étudiants, lycéens et nous tout particulièrement jeunes du technique. Les patrons puissants dans nos bahuts, nous veulent dociles dans leurs usines, ils nous apprennent à ramper : alors ils ne peuvent tolérer notre révolte, nos formes d'organisation. Ils se sentent menacés : ils vont frapper. Nous sommes prêts. Nous avons pris l'habitude de les connaître.

Ainsi, dans de nombreux CET, les chefs d'établissement appliquent la circulaire Guichard : fermeture, réinscription individuelle.

* La moitié des élèves du lycée technique d'Agen sont exclus.

594 élèves du lycée technique mixte d'Agen (Lot-et-Garonne) ont été « rendus à leur famille » pour n'avoir pas assisté aux cours du lundi 9 avril dans l'après-midi. Ce jour-là a eu lieu à Agen la « manifestation unitaire » organisée par différents syndicats, mouvements politiques et comités d'action lycéens. Les élèves devront se réinscrire au retour des vacances de Pâques et signer, à cette occasion un engagement d'assister régulièrement aux cours. Le proviseur de l'établissement précise que cette mesure a été prise « en application des instructions du ministre et du recteur de l'académie de Bordeaux ». (Le Monde).

Mais cet affrontement direct n'est pas la seule corde à l'arc des directeurs-patrons : plus subtile, plus insidieuse la convocation des parents : chaque fois le même scénario, on n'exclue pas d'un CET.

— Asseyez-vous, Madame... baratin sur le travail et les résultats scolaires et conseil paternaliste : retirez votre gosse, on ne lui fera pas un mauvais rapport, vous pourrez le réinscrire ailleurs... Si jamais la famille insiste... le directeur compréhensif devient le chef d'établissement-flic... il menace « votre fils risque d'être renvoyé, il aura un mauvais rapport, il fait grève et incite ses camarades à l'indiscipline... cela le suivra partout... même dans son futur métier... puis il reprend moqueur... s'adressant aux parents, c'est à vous de voir... »

9 fois sur 10, les parents cèdent... l'ordre revient, on est libéral ou on ne l'est pas !

Nous vous connaissons bien, nous frapperons mieux

A des attaques de front, nous avons déjà mis au point notre riposte. Contre la réinscription individuelle, nous pouvons utiliser plusieurs tactiques.

— la lettre collective de réponse : ainsi au CET Chirolles à Grenoble, le comité de grève avait proposé à tous les apprentis une lettre type. Elle mettait en évidence la solidarité entre les apprentis et les parents

— on peut aussi organiser le boycott de cette initiative : le comité de grève préparant avec les parents et les profs la rentrée dans le CET.

Dans les deux cas, la sacro-sainte autorité est bafouée.

Aux pantomimes individuelles, pressions sur les familles, nous opposerons la lutte de tous. Les camarades de Lyon nous ont montré la voie. Au CET Emile Béjuit, le directeur interdit l'accès du CET à trois élèves dont JL, qui a joué un rôle considérable dans la mobilisation des CET. Il est menacé d'expulsion. Freinée sur le CET, la riposte s'organise à l'extérieur. Le jour même des brigades d'intervention font le tour des CET, lycéens et Facs de la ville. Ceux-ci discutent en AG des formes de la riposte. Et dès lors, cela ne va pas trainer, coups de téléphone du recteur au directeur, du directeur du CET à tous les patrons et autres responsables des bahuts : il n'est plus question de renvoyer les copains... un simple avertissement... les proviseurs prennent la parole partout pour rassurer... Mais les élèves des CET ne s'en laissent pas conter... Ils ne font confiance qu'à leur lutte, qu'à eux-mêmes. Ils organisent une manifestation vers le CET-autos, forcent la porte, obligent le directeur à s'expliquer publiquement. La riposte a payé, les trois camarades continueront à la rentrée leur travail militant.

Cette lutte est exemplaire, nous devons la faire connaître. Face à la répression nous avons les moyens de lutter.

Notre organisation sur le bahut, la liaison que nous pouvons mettre sur pied avec les autres CET du coin, mais aussi avec les parents, les profs, les lycéens et aussi avec les travailleurs des usines voisines, c'est cela notre force : elle est immense, directeurs, nous ne vous craignons plus.



photo Simonet